

## EMMANUEL MACRON OUVRE UN NOUVEAU CHANTIER MEMORIEL AU CAMEROUN

Le chef de l'Etat, soucieux de refondre les relations souvent tendues avec Yaoundé, a proposé de créer une commission d'historiens pour « faire la lumière » sur la période de la colonisation. Il a aussi dénoncé « l'hypocrisie » de pays africains ne reconnaissant pas l'agression russe en Ukraine.

Par Philippe Ricard (Yaoundé, envoyé spécial)

Publié le 27 juillet 2022 à 04h56 - Mis à jour le 27 juillet 2022 à 09h18

LE MONDE

L'initiative a d'abord été abordée avec Paul Biya, l'inamovible président camerounais, puis avec des jeunes issus de la société civile. Mardi 26 juillet, à Yaoundé, la capitale, Emmanuel Macron a tenté d'ouvrir une nouvelle page dans les relations souvent tendues entre le Cameroun et la France : le chef de l'Etat a proposé de créer une commission composée d'historiens des deux pays, chargée de « *faire la lumière* » sur l'attitude des autorités françaises pendant la colonisation et après l'indépendance formelle du pays, en 1960. Ce geste mémoriel constitue la principale annonce de la visite entamée, lundi soir, dans ce pays d'Afrique centrale, en ouverture d'une tournée qui devait conduire M. Macron au Bénin, mercredi, puis en Guinée-Bissau, jeudi.

Au fil de cette visite – une première en Afrique depuis la réélection de M. Macron –, la chaleur de l'accueil se voulait à la hauteur des relations entre la France et le Cameroun, longtemps considéré comme un pilier de la « Françafrique ». Les chants et les danses des petites foules rassemblées sur le passage du convoi présidentiel ne peuvent pourtant pas faire oublier l'ampleur du chantier esquissé par l'Elysée.

### *Ouverture « en totalité » des archives françaises*

Aux yeux du chef de l'Etat, la démarche doit ni plus ni moins contribuer à renouveler les relations entre le pays et l'ancienne puissance coloniale, au moment où celle-ci connaît une nette perte d'influence dans la région. « *Si on veut aller plus loin entre le Cameroun et la France, on doit faire ce chemin* », s'est-il justifié, tout en promettant l'ouverture « *en totalité* » des archives françaises, diplomatiques comme militaires, sur des « *moments douloureux* » et « *tragiques* ».

Des « *moments* » largement inconnus du grand public en France. Les autorités coloniales de l'époque sont accusées d'avoir réprimé les « maquis » de l'Union des populations du Cameroun (UPC), un parti nationaliste fondé à la fin des années 1940 et engagé dans la lutte armée contre le colonisateur et ses alliés locaux, particulièrement en pays Bamiléké, une région de savanes de l'ouest du Cameroun. Entre 1955, date des premières émeutes, et 1970, plusieurs dizaines de milliers, voire des centaines de milliers de militants ont été massacrés par l'armée française, puis, après l'indépendance, par l'armée camerounaise d'Ahmadou Ahidjo, auquel Paul Biya succédera, en 1982.

Dans l'imposant palais présidentiel situé sur les hauteurs de Yaoundé, le président camerounais, qui tarde à organiser sa succession, n'a fait aucun commentaire sur l'initiative française. A deux reprises, lors de la conférence de presse commune, Paul Biya, 89 ans, a fait

mine de ne pas entendre les questions, obligeant Emmanuel Macron à se faire le porte-voix des journalistes, notamment quand on lui demandait s'il comptait se représenter à un neuvième mandat lors des prochaines élections, en 2025.

L'Elysée sait que ces questions mémorielles restent sensibles pour un régime en bout de course, héritier de la classe dirigeante mise en place par la France après la répression violente du mouvement indépendantiste. Ces derniers jours, plusieurs appels venus des rangs de l'opposition ou de la société civile avaient demandé à Paris et Yaoundé de revenir sur ce lourd passé susceptible d'alimenter encore les sentiments antifrançais. « *Il est primordial que ce travail mémoriel s'engage au sein de nos deux pays et débouche sur des réparations pour les victimes de ce conflit sanglant et longtemps occulté* », estimait l'un de ces textes, paru dans *Le Monde*.

**« C'est comme un sujet qui a été refoulé, des deux côtés. (...) Il est très difficile d'avancer si on ne se dit pas les choses » Emmanuel Macron**

Sans aller aussi loin, le chef de l'Etat a précisé ses intentions dans la soirée, lors d'une rencontre avec des jeunes des deux pays, dans l'enceinte du Village Noah, un havre de paix dans le nord de la capitale, où venait de l'accueillir le chanteur et ancien champion de tennis Yannick Noah. M. Macron a été interpellé sur cet « *épisode de répression coloniale et postcoloniale* » par l'historienne Karine Ramondy, enseignante à Paris-I et Sciences Po Paris : « *Il y a une nécessité pour la France de reconnaître les exactions commises pendant la période coloniale, notamment l'assassinat du leader indépendantiste Ruben Um Nyobe* », a-t-elle fait valoir.

« *C'est comme un sujet qui a été refoulé, des deux côtés. (...) Il est très difficile d'avancer si on ne se dit pas les choses*, a déclaré M. Macron. *C'est clair qu'il y a eu des exactions, une guerre et des martyrs.* » Dans l'entourage du chef de l'Etat, on fait le parallèle, toutes proportions gardées, avec les travaux mémoriels engagés, lors de son premier mandat, au sujet de la guerre d'Algérie, et, surtout, à propos de l'attitude de Paris dans le génocide des Tutsi au Rwanda. La commission d'historiens français placée sous l'autorité de Vincent Duclert a contribué, l'an dernier, à désigner les responsabilités « *lourdes et accablantes* » de la France dans l'engrenage qui allait mener à la tragédie rwandaise, en 1994.

Cette fois, la commission pourrait être mise en place d'ici trois mois et rendre son rapport au président français d'ici deux ans. M. Macron a dit vouloir en tirer des « *éléments de reconnaissance* » de faits « *historiquement établis* ». « *C'est la vérité qui permet de construire l'avenir* », a-t-il dit.

L'initiative se veut au cœur de la refonte des relations avec Yaoundé, à l'heure où la France est sur la défensive. Comme dans d'autres pays africains, l'ancienne puissance coloniale a, depuis vingt ans, perdu des parts de marché, en raison de l'émergence de sérieux concurrents dans le monde des affaires, Chine en tête, mais aussi Inde ou Turquie. « *Il nous appartient d'être meilleurs, plus efficaces* », a lancé le président de la République, après avoir croisé les résidents français réunis à l'ambassade de France.

Surtout – et M. Macron ne s'est pas privé de le rappeler –, Paris cherche à contrer l'influence grandissante de la Russie. Le Cameroun a signé un accord de défense avec Moscou en avril, un geste qualifié de « *routine diplomatique* » par Paul Biya, qui n'a pas échappé à l'Elysée. Alors que le Cameroun s'est abstenu de condamner l'invasion de l'Ukraine, en mars, à

l'ONU, le chef de l'Etat a dénoncé « *l'hypocrisie* » observée « *en particulier sur le continent africain* », qui consiste à ne pas reconnaître « *une agression unilatérale* » de la Russie.

### **« L'alimentation comme l'énergie sont devenues des armes de guerre russes » Emmanuel Macron**

Au passage, M. Macron a mis en cause les « *carabistouilles* » entendues depuis le déclenchement des hostilités : « *On est attaqués par certains qui expliquent que les sanctions européennes seraient la cause de la crise alimentaire mondiale, dont africaine. C'est totalement faux, c'est simplement que l'alimentation comme l'énergie sont devenues des armes de guerre russes* », a-t-il affirmé dans un pays sensible, même dans l'entourage de Paul Biya, aux discours de Vladimir Poutine.

Pour finir, le président français a dénoncé la « *présence hybride* » de la Russie dans les pays africains. L'intrusion des mercenaires russes de la société Wagner sur le continent a forcé Paris à décider de quitter le Mali, un retrait qui sera effectif d'ici à la fin de l'été. La France est « *le pays qui s'est le plus engagé pour des Etats africains, à leur demande, pour leur sécurité* », a fait valoir M. Macron. Pour preuve, il promet de rester engagé au côté du Cameroun dans la lutte contre les djihadistes de Boko Haram, actifs dans le nord du pays. Une autre guerre, loin des enjeux de mémoire.